

Réponse de B3G Telecom
à la
Consultation publique relative à l'analyse du marché de gros
de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles en métropole

1. Sur l'analyse de l'ARCEP

1.1. Sur les offres de référence des opérateurs de réseaux mobiles métropolitains pour les prestations d'accès et d'interconnexion relatives à la terminaison d'appel vocal

L'ARCEP remarque à juste titre que « la caractéristique d'architecture à différents niveaux de tarification observée en France Métropolitaine (intra-ZA/extra ZA) ne se retrouve dans aucun autre pays européen, ni outre-mer. »

B3G Telecom souhaite souligner que cette double tarification pénalise les plus petits opérateurs qui ne sont pas raccordés à l'ensemble des zones arrière et réduit l'intérêt d'une interconnexion directe avec les opérateurs mobiles, interconnexion pourtant souhaitée par le régulateur pour mettre fin à l'usage des boîtiers (ou « hérissons »).

1.2. Sur les prestations de terminaison d'appel pouvant être offertes par des opérateurs de réseau mobile virtuel (MVNO)

L'ARCEP note à juste titre qu'à ce jour « aucun opérateur mobile virtuel (...) n'a perçu de revenus au titre de la fourniture de services de terminaison d'appel vers ses numéros mobiles (et donc facturés à un tarif qu'il aurait lui-même fixé) », mais que « de telles architectures sont possibles et sont susceptibles de se développer sur le marché français à l'image d'autres marchés mobiles européens où le marché de gros de l'accès et du départ d'appel sur réseau mobile est plus développé en matière d'architecture technique. »

B3G Telecom souhaite souligner que les contrats et les procédures actuels pour accéder au statut de MVNO auprès des trois opérateurs mobiles ne laissent pas présager d'une évolution dans le sens souhaité par l'ARCEP à court terme, sauf incitation réglementaire forte.

1.3. Sur la distorsion de concurrence entre opérateurs fixes et mobiles

B3G Telecom souscrit à l'analyse de l'Autorité selon laquelle « le développement d'offres de convergence virtuelle ou plus technique faisant reposer la prestation de services mobiles concurrents de services fixes sur la perception de terminaisons d'appels élevées emporte une distorsion concurrentielle (du fait de la subvention croisée opérée entre marché de gros et marché de détail, au détriment de l'opérateur pâtissant de l'asymétrie de niveaux de terminaison). »

C'est pourquoi B3G Telecom déplore qu'aucune obligation ne soit imposée aux opérateurs mobiles en matière de départ d'appel (marché 15), et que de ce fait, les opérateurs fixes ne

puissent riposter à la pénétration du marché du fixe par les opérateurs mobiles en proposant de leur côté des offres intégrées fixe-mobile.

1.4. Sur les offres de référence

L'Autorité indique qu'elle « sera d'ailleurs attentive à ce que le contenu des offres de référence puisse effectivement apporter des informations suffisantes aux opérateurs acheteurs auprès de Bouygues Telecom, Orange France et SFR sur les conditions techniques et tarifaires des prestations d'acheminement du trafic mais aussi des prestations d'accès aux sites associées (tel que le service de colocalisation et les liaisons de raccordement) que les opérateurs achètent à ces derniers. »

B3G Telecom souhaite souligner qu'il est important, non seulement que les offres de référence apportent des « informations suffisantes », mais surtout que ces offres incluent une palette complète de prestations d'accès. Certains des opérateurs mobiles, en effet, ne proposent que des raccordements en colocalisation, ou éventuellement une interconnexion « semi-distante » dans des hôtels informatiques (carriers hotels), sans proposer de raccordement en mode « in-span ».

Or, les tarifs demandés pour les liaisons semi-distantes ne nous semblent pas raisonnables et les coûts de colocalisation représentent une part très importante du coût de revient du trafic lorsque les volumes ne sont pas très importants. Pour quelques BPN, B3G Telecom estime que ce surcoût est compris [SDA]

L'ARCEP poursuit son analyse en indiquant que « compte tenu de la baisse forte de l'usage de « hérissons » par les opérateurs fixes et de la croissance de leur activité, il est probable que ceux-ci seront amenés à développer leur capacité d'interconnexion avec les opérateurs mobiles. » B3G Telecom souhaite souligner à cet égard que le coût d'une interconnexion avec un opérateur mobile ne se réduit pas au seul tarif de la terminaison d'appel, mais qu'il convient de prendre en compte l'ensemble du dispositif contractuel et tarifaire. Or, nombre de conditions imposées par les opérateurs mobiles réduisent considérablement l'intérêt économique d'une interconnexion directe avec ceux-ci. Il en est ainsi par exemple :

- des tarifs des frais d'accès aux services, qui ne sont pas régulés en tant que tels,
- des clauses imposant un seuil minimal élevé de trafic, alors même que les opérateurs perçoivent par ailleurs des frais fixes pour les BPN
- des durées minimum d'achat de prestations supérieures à deux ans.

2. Sur les mesures proposées par l'ARCEP

2.1. Sur l'offre d'interconnexion

A.2.1. Périmètre des prestations

B3G Telecom estime nécessaire que les conditions techniques de tous les opérateurs mobiles incluent non seulement une offre de colocalisation, mais également les autres modalités courantes d'interconnexion, à savoir le mode « in-span » largement utilisé avec satisfaction dans le cadre d'autres interconnexions, les liaisons de raccordement fournies par un opérateur tiers et l'hôtel informatique à un prix raisonnable.

A.2.2. Liste des points d'interconnexion

B3G Telecom considère qu'il devrait être imposé aux opérateurs mobiles de supprimer l'obligation de se raccorder à plusieurs « zones arrières », ou, à tout le moins, de limiter le nombre de ces zones arrières, comme le fait l'un des opérateurs concernés.

A.2.5. Conditions contractuelles

B3G Telecom souhaite que soient interdites les clauses :

- imposant des seuils minimum de trafic trop élevés (ou mesures équivalentes telles que pénalités, etc.)
- imposant un délai maximal pour passer une commande après signature de la convention
- imposant des durées minimum d'achat de prestations supérieures à deux ans

2.2. Sur les tarifs d'interconnexion

B3G Telecom déplore que le projet de décision ne réglemente que les tarifs de terminaison d'appel et de BPN, alors que les frais d'accès aux services, la location de baies pour la colocalisation ou encore les pénalités appliquées en cas d'écart entre les prévisions et le trafic constaté constituent également des éléments de coûts pour les opérateurs souhaitant s'interconnecter.